

Art. 7. Voor de bepalingen van de artikelen 2 en 3 van dit besluit wordt "totaal metaal" gemeten aan de hand van een ongefilterd monster, aangezuurd bij PH2.

Onderafdeling VI. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 8. Het koninklijk besluit van 29 oktober 1985 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren, van afvalwater, afkomstig van de inrichtingen die behoren tot de sector "ijzer- en staalwinning langs vloeibare weg", wordt opgeheven.

Art. 9. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 11. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 951

[2003/200319]

16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant condition sectorielle eau relative à la transformation et conservation des fruits et légumes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

Section I^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises à la rubrique n^o 15.33 : transformation et conservation de fruits et légumes.

Section II. — Conditions de déversement

Sous-section I^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires.

Art. 2. Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6.5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6.5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et mesurée en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 360 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 1.5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la teneur en phosphates des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg P par litre pour les installations existantes et 5 mg P par litre pour les nouvelles installations, ceci pour tout rejet supérieur ou égal à 900 kg P par mois avant épuration;

9° la teneur en nitrates des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 3 300 kg N-Kjeldahl par mois avant épuration;

10° la teneur en nitrites des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 3 300 kg N-Kjeldahl par mois avant épuration;

11° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg N par litre;

12° la teneur en sulfures et mercaptans des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg S par litre;

13° la teneur en pesticides des eaux déversées ne peut dépasser 0.005 mg par litre;

14° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 2 mm de diamètre;

15° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

16° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

17° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 3. Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 10 pour la période allant du 1^{er} juillet au 30 avril et doit être compris entre 6 et 9.5 le reste de l'année. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9.5 ou à 10, selon le cas, ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

3° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

4° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;

5° la teneur en chlorures des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 mg par litre;

6° la teneur en sulfates des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 mg par litre;

7° la teneur en sulfures et mercaptans des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg S par litre;

8° la teneur en pesticides des eaux déversées ne peut dépasser 0.005 mg par litre;

9° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;

10° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;

11° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

12° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

13° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;

14° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section III. — Volumes de référence

Art. 4. Les conditions de déversement pour les installations visées à l'article 1^{er} sont fixées, tant pour les installations existantes que nouvelles, en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de :

- pour la surgélation, 5 m³ par tonne de produit brut;
- pour la conserverie, 10 m³ par tonne de produit brut;
- pour le lavage, 3 m³ par tonne de produit brut;
- pour la fabrication de confiture, 6 m³ par tonne de produit brut;
- pour les autres secteurs, 10 m³ par tonne de produit brut.

Sous-section IV. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

Art. 5. Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres repris dans les articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

Sous-section V. — Mesures transitoires, abrogatoires et finales

Art. 6. L'arrêté royal du 2 octobre 1985 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur des conserveries de fruits et de légumes, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics est abrogé.

Art. 7. Pour les établissements existant à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières moins sévères que les présentes conditions sectorielles. Néanmoins, ces conditions particulières seront au moins équivalentes à l'autorisation antérieure. La durée de validité de ces conditions particulières ne peut excéder le 31 octobre 2007.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2003.

Art. 9. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 951

[2003/200319]

16. JANUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Verarbeitung und Konservierung von Obst und Gemüse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des am 25. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates,

Beschließt:

EINZIGES KAPITEL. — *Anwendungsbereich und Ableitungsbedingungen**Abschnitt I — Anwendungsbereich***Artikel 1** - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in Rubrik Nr. 15.33: Verarbeitung und Konservierung von Obst und Gemüse erwähnten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar.*Abschnitt II — Ableitungsbedingungen*

Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

Art. 2. - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 360 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an Phosphaten des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg P pro Liter für die bestehenden Anlagen und 5 mg P pro Liter für die neuen Anlagen nicht überschreiten, dies für jede Ableitung gleich oder über 900 kg P pro Monat vor der Klärung;

9° der Gehalt an Nitraten des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg N pro Liter für jede Ableitung gleich oder über 3 300 kg N-Kjeldahl pro Monat vor der Klärung nicht überschreiten;

10° der Gehalt an Nitriten des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg N pro Liter für jede Ableitung gleich oder über 3 300 kg N-Kjeldahl pro Monat vor der Klärung nicht überschreiten;

11° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg N pro Liter nicht überschreiten;

12° der Gehalt an Sulfiden und Merkaptanen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg S pro Liter nicht überschreiten;

13° der Gehalt an Pestiziden des abgeleiteten Abwassers darf 0,005 mg pro Liter nicht überschreiten;

14° die Dimension der Schwebstoffe darf 2 mm Durchmesser nicht überschreiten;

15° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

16° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Ole, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

17° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt II — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 3. - Für das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° Zwischen dem 1. Juli und dem 30. April muss der pH-Wert des abgeleiteten Abwassers zwischen 6 und 10 liegen; während der übrigen Monate des Jahres muss der pH-Wert zwischen 6 und 9.5 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9.5 bzw. 10, je nach Fall, oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

3° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

4° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an Chloriden des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

6° der Gehalt an Sulfaten des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an Sulfiden und Merkaptanen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg S pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an Pestiziden des abgeleiteten Abwassers darf 0.005 mg pro Liter nicht überschreiten;

9° die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;

10° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;

11° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Ole, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

12° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Gase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;

13° der Gehalt der an aus Petrolether extrahierbaren Stoffe des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

14° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt III — Bezugsvolumen

Art. 4. - Sowohl für die bestehenden als auch für die neuen Anlagen werden die Ableitungsbedingungen für die in - erwähnten Anlagen aufgrund des spezifischen Bezugsvolumens des abgeleiteten Wassers festgelegt, und zwar:

- für die Tiefkühlung: 5 m³ pro Tonne Roherzeugnis;

- für die Konservierung: 10 m³ pro Tonne Roherzeugnis;

- für das Waschen: 3 m³ pro Tonne Roherzeugnis;

- für die Herstellung von Marmelade: 6 m³ pro Tonne Roherzeugnis;

- für die sonstigen Bereiche: 10 m³ pro Tonne Roherzeugnis;

Unterabschnitt IV — Analysen- und Probenahmemethoden

Art. 5. - Die für die Probenahmen sowie für die Analyse von allen in den Artikeln 2 und 3 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen angeführten Parametern zu verfolgenden Methoden sind diejenigen, die gegenwärtig von dem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region angewandt und genehmigt werden.

Unterabschnitt V — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 6. - Der Königliche Erlass vom 2. Oktober 1985 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus dem Sektor der Konservierung von Obst und Gemüse in das gewöhnliche Oberflächenwasser und die öffentlichen Kanalisationen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 7. - Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Betriebe kann die zuständige Behörde weniger strenge Sonderbedingungen als die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorschreiben. Diese Sonderbedingungen werden jedoch mindestens mit der vorhergehenden Genehmigung gleichgestellt. Die Gültigkeitsdauer dieser Sonderbedingungen darf den 31. Oktober 2007 nicht überschreiten.

Art. 8. - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2003 in Kraft.

Art. 9. - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 951

[2003/200319]

16 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik bij de verwerking en conservering van groenten en fruit

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieu-effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, uitgebracht op 15 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 september 2002,

Besluit :

ENIG HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en lozingsvoorwaarden**Afdeling I — Toepassingsgebied***Artikel 1.** Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten en installaties die ingedeeld zijn onder rubriek 15.33: Verwerking en conservering van groenten en fruit.*Afdeling II. — Lozingsvoorwaarden.**Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater***Art. 2.** Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6.5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6.5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 60 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 360 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 1.5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° het gehalte aan fosfaten is niet hoger dan 10 mg P per liter voor bestaande installaties en dan 5 mg P per liter voor nieuwe installaties bij elke lozing van 900 kg P of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

9° het gehalte aan nitraten is niet hoger dan 15 mg N per liter voor elke lozing van 3 300 kg N-Kjeldahl of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

10° het gehalte aan nitriten is niet hoger dan 1 mg N per liter voor elke lozing van 3 300 kg N-Kjeldahl of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

11° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 5 mg N per liter;

12° het gehalte aan sulfuren en mercaptans is niet hoger dan 5 mg S per liter;

13° het gehalte aan pesticiden is niet hoger dan 0.005 mg per liter;

14° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt hoogstens 2 mm;

15° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

16° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

17° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

*Onderafdeling II — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen***Art. 3.** Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° de pH-waarde ligt tussen 6 en 10 van 1 juli tot 30 april en tussen 6 en 9.5 de rest van het jaar. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9.5 of 10, al naargelang het geval, of lager dan 6;

2° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1000 mg per liter;

3° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 200 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

4° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 15 mg per liter;

5° het gehalte aan chloriden is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

6° het gehalte aan sulfaten is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

7° het gehalte aan sulfuren en mercaptans is niet hoger dan 5 mg S per liter;

8° het gehalte aan pesticiden is niet hoger dan 0.005 mg per liter;

9° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt hoogstens 10 mm;

10° de temperatuur is niet hoger dan 45 °C;

11° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

12° het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

13° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;

14° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de docterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling III — Referentievolumes

Art. 4. De lozingsvoorwaarden voor de installaties bedoeld in artikel 1 worden vastgelegd, zowel voor bestaande als voor nieuwe installaties, op grond van het specifieke referentievolume van een effluent van :

- 5 m³ per ton ruw product voor het diepvriezen;
- 10 m³ per ton ruw product voor de conservenindustrie;
- 3m³ per ton ruw product voor het wassen;
- 6 m³ per ton ruw product voor de vervaardiging van jam;
- 10 m³ per ton ruw product voor de overige sectoren.

Onderafdeling IV. — Analyse- en monsternemingstechnieken

Art. 5. Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2 en 3 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

Onderafdeling V. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 6. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1985 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector der vruchten- en groenteconservenfabrieken, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, wordt opgeheven.

Art. 7. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk op 31 oktober 2007.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 9. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 952

[2003/200325]

16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant condition sectorielle concernant l'eau relative à la fabrication du verre plat, le façonnage et la transformation du verre plat, la fabrication du verre creux, la fabrication de fibres de verre et la fabrication et le façonnage d'autres articles en verre

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

Section F^e. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises aux rubriques :

- N° 26.11 : fabrication du verre plat;
- N° 26.12 : transformation du verre plat;
- N° 26.13 : la fabrication du verre creux;